



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusée et représentée par pouvoir :

Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

13 – PROJET DE SCHEMA DE MUTUALISATION DES SERVICES

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales a introduit l'obligation au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, d'établir, dans le but d'assurer une meilleure organisation des services, un rapport relatif aux mutualisations de services entre ceux de l'EPCI à fiscalité propre et ceux des communes membres.

Ce rapport est élaboré, suite à un diagnostic, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux. Afin de clarifier la date butoir, la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, a fixé la date limite à son adoption au 31 décembre 2015.

Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Ce projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'EPCI et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement.

La loi NOTRe a également ouvert le principe de la mutualisation sur plusieurs points :

- mise à disposition automatique des agents municipaux qui exercent leurs fonctions dans un service commun
- service commun géré par la communauté ou une commune membre
- élargissement des services communs à tous les services supports
- les communautés peuvent confier par convention la création, gestion d'équipements ou de services à ses communes membres ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public et inversement
- création possible d'une Commission Administrative Paritaire commune à un EPCI, ses communes membres et leurs établissements publics
- mutualisation possible entre communes membres d'un même EPCI
- création de services unifiés possibles entre plusieurs communautés et leurs communes membres pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Le 17 septembre 2015, la commune de Blaye a reçu le projet de schéma de mutualisation des services élaboré par la Communauté de Communes de Blaye.

Dans ce document, elle indique que le principe de la mutualisation est déjà instauré, dans certains domaines et compétences avec ses établissements publics satellites (Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) et l'Office de Tourisme) ou ses communes membres.

Néanmoins, dans son projet de schéma, la Communauté de Communes propose, dans le contexte d'incertitude actuel, comme objectifs de mutualisation et plan d'actions pour l'année 2016, d'améliorer la formalisation des pratiques et usages existants tant avec les établissements publics satellites qu'avec les communes membres. Au-delà de 2016, elle ne peut planifier aucune action.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver ce projet de schéma de mutualisation des services proposé par la Communauté de Communes de Blaye.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 26 octobre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23192-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

